



## 15ème législature

<b>Question N° :</b> <b>17949</b>	De <b>M. Yves Daniel</b> ( La République en Marche - Loire-Atlantique )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Transition écologique et solidaire		<b>Ministère attributaire</b> > Transition écologique et cohésion des territoires
<b>Rubrique</b> > moyens de paiement	<b>Tête d'analyse</b> > Emergence de technologies numériques responsables sur le plan environnemental	<b>Analyse</b> > Emergence de technologies numériques responsables sur le plan environnemental.
Question publiée au JO le : <b>19/03/2019</b> Date de changement d'attribution : <b>21/05/2022</b> Date de renouvellement : <b>09/07/2019</b> Date de renouvellement : <b>26/11/2019</b> Date de renouvellement : <b>19/01/2021</b> Date de renouvellement : <b>15/06/2021</b> Question retirée le : <b>21/06/2022</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Yves Daniel appelle l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur l'émergence de technologies numériques responsables sur le plan environnemental. Selon l'indice de consommation d'énergie *bitcoin* (BECI) de *Digiconomist*, chaque transaction *bitcoin* individuelle consomme jusqu'à 275 kilowatts-heure d'électricité. La dernière estimation de la consommation annuelle totale d'énergie de *bitcoin* de l'ordre de 29,05 milliards de kilowatts-heure par an, soit l'équivalent de 0,13 % de la consommation annuelle totale d'énergie dans le monde. Si la blockchain *bitcoin* était un pays, il se classerait 61ème en termes de consommation d'électricité à l'échelle mondiale et dépasserait par exemple la consommation annuelle électrique d'un pays comme l'Irlande. Pour autant, de nombreux spécialistes de crypto-économie démontrent que la *blockchain* de demain pourrait aider à programmer un monde durable. En effet, aujourd'hui, on souffre du manque d'informations sur nos propres émissions carbone. La *blockchain* de demain pourrait mettre fin aux informations en silo, en rendant toutes les données transparentes et accessibles. Il serait ainsi beaucoup plus facile d'agir sur notre empreinte carbone si tous les détails en étaient connus. Des solutions existent déjà pour concevoir une cryptomonnaie « verte », basée sur une sécurité *proof of space-proof of time*. Il serait donc pertinent de s'interroger sur l'implication des pouvoirs publics dans le développement de ces technologies vertes. C'est pourquoi il aimerait connaître les solutions proposées par le Gouvernement en ce qui concerne la contribution à l'émergence de technologies numériques responsables sur le plan environnemental.